

ANNUAIRE ÉLECTRONIQUE DES ONG AU BÉNIN

Une base de données pour le développement

Le Centre d'informations régionales pour le développement (Cird), de la ligue béninoise pour la défense du consommateur, s'investit dans la confection d'un répertoire des associations et organisations non-gouvernementales en activités dans le pays. La lumière jaillira sur ces acteurs de l'essor socio-économique du Bénin.

Hyacinthe MEDENOU

Le catalogue, qui sera disponible sur supports numériques (Cd-Rom, Internet) et sur papier, fournira des indications précieuses sur toutes les Ong nationales et internationales qui interviennent au Bénin. Celles qui sont fiables, de même que celles qui ne le sont pas, seront clairement identifiées. Mais surtout, les associations, qui sont actives sur le terrain, pourront être mieux appréciées et ciblées lorsque les partenaires au développement voudraient établir des relations avec des composantes de la société civile du sud, dans le cadre de la coopération décentralisée ou autres... Les secteurs comme l'éducation; la santé, la micro-finance, la promotion de la femme, de la démocratie et des droits de

l'Homme, la lutte contre la corruption, la bonne gouvernance, la lutte contre la pauvreté, etc, pourront bénéficier de crédits et d'actions plus substantiels. Les objectifs du projet d'élaboration de l'annuaire, ainsi que l'a énuméré M. Romain Houéhou, directeur du Cird, sont multiples. Il s'agira, entre autres, de faciliter la promotion des associations et Ong en les rendant plus visibles; de faciliter aussi des échanges d'informations et d'expériences entre les organisations du même pays et celles des Etats étrangers; de permettre aux futurs élus locaux de disposer d'un précieux outil susceptible de promouvoir le développement local dans le cadre de la réforme de l'administration territoriale; de permettre une connaissance rapide et facile de la si-

tuation du mouvement associatif national grâce à l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication et d'accroître les possibilités d'une mise à jour périodique de la liste sans cesse croissante des associations et Ong au Bénin. L'Insee (Institut national de la statistique et de l'analyse économique), à l'occasion de la première session ordinaire du Conseil national de la statistique en avril dernier, avait déjà levé le voile sur son projet d'établir un répertoire de données socio-économiques, pour éclairer les décideurs politiques du Bénin. Avec le présent engagement du Cird, l'annuaire électronique contribuera à orienter les actions associatives. L'intérêt, c'est le développement du Bénin. C'est pourquoi, le Centre de la Ligue des consommateurs devra conduire les travaux de collecte d'informations nécessaires, avec tout le sérieux requis, pour mettre sur le marché un document crédible et fiable.

FAIBLE PROPORTION DE FEMMES DANS L'ADMINISTRATION

Les obstacles à lever

Dans le cadre de son activité, «comprendre pour mieux agir», le Centre Afrika Obota, en partenariat avec la Fondation Friedrich Ebert, a fait animer, hier soir au Centre de promotion de l'artisanat, une conférence-débats sur «l'application de l'approche genre dans l'administration béninoise». Il a été question de promouvoir le rôle de la femme dans le développement de notre pays.

H. M.

«Le développement des pays du sud piétine car les facteurs, qui doivent le propulser, sont mal mobilisés, comme la ressource humaine», a introduit M. Sylvain Zinsou, modérant la conférence.

Prenant la parole, M. Léonard Lalèyè, en service au ministère de la Protection sociale, a fait remarquer que, par l'approche genre, il s'agit de voir les relations entre l'homme et la femme, leurs besoins spécifiques et d'insuffler de l'énergie à leur fonction politique et socio-économique dans l'épanouissement de leur pays.

Appréciant ledit concept dans l'administration publique, relativement aux cinq différentes catégories de celle-ci, il fait constater la faible représentativité de la femme.

Il est relayé par Mme Elvire Ahounou qui développe que, constituant 52% de la population béninoise, les femmes ne sont qu'à 27% dans l'administration publique, pourtant régie par des règles qui prônent une égalité de chance. Dans la catégorie A par exemple, martèle-t-elle, il n'y a qu'une femme sur cinq. Dans l'enseignement secondaire, leur proportion est de 31% et de 20% au supérieur.



Le secteur tertiaire : domaine privilégié des femmes

Par ailleurs, l'enseignement, la santé, la justice, le secrétariat, les postes de préposés des services administratifs sont des secteurs où se rencontrent le plus les femmes, indique la conférencière.

Dame Ahounou tire la conclusion: «le faible pourcentage de femmes dans l'administration est dû, entre autres, à la faible scolarisation des filles, avec ses obstacles et corollaires».

M. Lalèyè revient à la charge pour citer les facteurs socioculturels qui bloquent l'instruction des filles. Éléments que complète Mme Ahounou par la mentalité attentiste, les tabous religieux, les pesanteurs sociologiques, le manque de confiance en soi, les mariages forcés et précoces, la déperdition scolaire, les grossesses non désirées et l'irresponsabilité même de certaines fem-

mes. Pour réduire les inégalités sociales et faire mieux participer les femmes au développement, les conférenciers ont proposé un changement de mentalités, une meilleure répartition des rôles dans la société, la création des conditions juridiques qui favorisent l'être, la sanction des brimades avérées et prouvées, surtout sur les femmes. Ils ont appelé toute la société civile à se mobiliser pour soutenir l'action des pouvoirs publics et recommandé une promotion de la femme dans les instances de prise de décision. Mais le temps de la providence était révolu, l'avenir n'appartient qu'à celui qui sait se battre pour le conquérir, a renchérit la pharmacienne, Mme Idohou, ayant aussi participé à la conférence.

HOLD UP AU CARREFOUR DU MARCHÉ DANTOKPA

Des centaines de millions volés à une commerçante

Deux jeunes hommes ont réussi à soutirer à une commerçante mercredi dernier aux environs de 21h30 mn son sac contenant des centaines de millions au carrefour du marché Dantokpa.

Brice GUEDE

«Au voleur, ils ont arraché un sac dans lequel il y a plusieurs millions». Ce sont ces cris qui ont alerté les citoyens des quartiers Saint Michel et Jonquet mercredi dernier. En effet, il sonnait 21h30 mn quand une commerçante qui venait du marché Dantokpa arrive à la hauteur du carrefour Saint Michel, Avenue Steimez, marché Dantokpa. Deux jeunes en fourchés sur une moto Mate 90 approchent de la 404 bâchée à bord de laquelle se trouve la Dame M. N et son chauffeur. La commerçante avait sur ses cuisses son gros sac contenant près de 500 millions de francs Cfa. Subitement, l'un des deux voleurs habillés en tee-shirt de couleur verte prend ledit sac. Très lourd, le sac tombe. Il réussit à la reprendre. La scène n'a

duré que quelques minutes. Lorsque le voleur s'est emparé du sac soulignent les témoins, les occupants de la bâchée c'est-à-dire la victime et son chauffeur, bouleversés, n'ont pas vite réagi. Et c'est quelques secondes plus tard que le chauffeur s'est mis aux trousses des deux voleurs qui ont immédiatement foncé vers le quartier Jonquet. Mais les deux gangsters ont réussi à semer toutes les personnes qui les poursuivaient. Il ressort des divers commentaires que la victime était suivie depuis qu'elle a quitté le marché Dantokpa par les deux voleurs. Certains commerçants n'ont pas hésité à faire remarquer que les deux hommes ont eu le temps d'étudier et d'observer le comportement de la victime. Ce qui sûrement a facilité le hold up.

JOURNÉES RÉCRÉATIVES À L'INJEPS

Etudiants et professeurs fêtent l'événement

Etudiants et professeurs de l'Institut national de la jeunesse de l'éducation physique et sportive (Injeps) de Porto-Novo observent depuis mercredi 30 mai 2001, une pause au plan académique afin de se consacrer aux activités culturelles qui dureront quatre jours.

Ismail E. KEKO (stagiaire)

C'est par un géant carnaval, que les étudiants de l'Injeps et les élèves de huit établissements secondaires de la capitale, ont donné le top de la deuxième édition de «Injeps Promo 2000».

Fanfares, tambours, accoutrements de toute sorte étaient au rendez-vous pour le démarrage de ces journées. Plusieurs quartiers environnants étaient sillonnés par la longue file du carnaval. La cérémonie d'ouverture qui a eu lieu dans l'enceinte de l'Institut a été présidée par le directeur M. Souaïbou Gouda, en présence de nombreux invités, des parents d'étudiants et des autorités politico-administratives de la ville. Etudiants et personnel administratif étaient à pied d'œuvre, avec pour seul objectif un succès réel des manifestations culturelles et de faire connaître l'Injeps, le seul institut de sport et de jeunesse au Bénin. Diverses activités ont été programmées, allant des compétitions sportives à une grande soirée dansante en

passant par un géant concert regroupant huit établissements secondaires de Porto-Novo. M. Oscar Ozé, président du Conseil d'union d'entité, M. Ernest Athibédjou Secrétaire général adjoint du Bureau d'union d'entité ont pris à tour de rôle la parole pour présenter l'Institut et les problèmes auxquels ils sont confrontés à savoir: manque d'infrastructures, problème de déplacement lors des activités pédagogiques et surtout le problème d'hébergement dans les années à venir. «Un besoin crucial de sponsors est imminent, car actuellement c'est le stade et l'Ecole normale supérieure qui servent de cadre à nos activités sportives» a justifié M. Dieudonné Mensah, responsable chargé des affaires culturelles et sportives du Bureau d'union d'entité, en expliquant les réalités que vivent les étudiants de l'Institut. Au terme des manifestations, un match de football opposera l'équipe de l'Injeps aux Dragons Fc de l'Ouémé.